



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/040 de mise en demeure pris à l'encontre de la Société O'TERRES ÉNERGIES

**La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,

Vu l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/022 du 09 avril 2018 autorisant la Société O'TERRES ENERGIES à étendre les activités de l'unité de méthanisation de déchets non dangereux qu'elle exploite sur la commune d'USSY-SUR-MARNE et à procéder à l'épandage des digestats issus de cette unité,

Vu le rapport E/19-0639 du 26 mars 2019 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) relatif à l'inspection du 06 mars 2019 des installations que la Société O'TERRES ÉNERGIES exploite sur la commune d'USSY-SUR-MARNE,

Vu le courrier du 26 mars 2019 de transmission du rapport E/19-0639 du 26 mars 2019 à la Société O'TERRES ÉNERGIES,

Vu le courrier préfectoral du 27 mars 2019 informant la Société O'TERRES ÉNERGIES des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler des observations dans un délai d'un mois,

Vu les observations de la Société O'TERRES ÉNERGIES en date du 24 avril 2019,

Vu les documents transmis par la Société O'TERRES ÉNERGIES le 30 avril 2019,

Considérant que lors de la visite en date du 06 mars 2019, il a été constaté que la Société O'TERRES ÉNERGIES ne respectait pas certaines dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/022 du 09 avril 2018 :

- article 3.3 : accès à l'établissement,
- article 4.6.2 : isolement du site,
- article 4.8.2 : eaux pluviales provenant de la plate-forme d'ensilage,
- article 4.8.3 : eaux pluviales de voiries,
- article 4.8.6.3 : contrôle des rejets,
- article 4.8.7 : effluents collectés lors d'une pollution accidentelle ou d'un incendie,
- article 7.5 : contrôle des niveaux d'émission sonores,
- article 8.9 : protection contre la foudre,

- article 8.14.5 : dispositifs de lutte contre l'incendie et dessertes,
- article 9.8 : formation du personnel,
- article 10.1 : conception du procédé de méthanisation,
- article 10.7 : limitation des nuisances,
- article 12.4 : lagunes déportées d'entreposage des digestats,
- article 13 : information du public,

Considérant les documents transmis le 30 avril 2019 par la Société O'TERRES ÉNERGIES, à savoir :

- les devis signés relatifs :
 - à la réalisation d'une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement,
 - à la réalisation du contrôle périodique (en application de la réglementation en vigueur) du pont-bascule de son établissement,
 - à la formation du personnel de son établissement en tant qu'équipier de première intervention,
 - à la réalisation d'une analyse (par un organisme agréé) des caractéristiques des rejets des eaux pluviales de voiries de son établissement,
- les consignes relatives :
 - à la mise en œuvre des dispositifs d'obturation (vannes, bouchon) équipant les réseaux de collecte des eaux,
 - définissant la périodicité de contrôle des dispositifs de drainage permettant de détecter et de collecter les fuites éventuelles,
 - à la conduite à tenir lors des opérations susceptibles de créer des nuisances olfactives,
- un extrait du registre des signalements relatifs aux nuisances occasionnées,
- un extrait du registre de traçabilité des opérations d'entretien,

Considérant que les documents transmis par la Société O'TERRES ÉNERGIES permettent la levée de certains manquements constatés lors de l'inspection du 06 mars 2019,

Considérant que face aux manquements non levés, il convient de faire application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société O'TERRES ÉNERGIES de respecter les dispositions des articles 3.3, 4.6.2, 4.8.2, 4.8.3, 4.8.7, 8.9, 8.14.5, 12.4 de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/022 du 09 avril 2018,

Considérant qu'il convient de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}

La Société O'TERRES ÉNERGIES, dont le siège social est situé 3, rue du Château – 77260 USSY-SUR-MARNE et exploitant d'une installation de méthanisation de déchets non dangereux sur ladite commune, est mise en demeure par le présent arrêté de satisfaire sous trois mois à compter de notification du présent arrêté, aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/022 du 09 avril 2018 réglementant cette installation :

- article 3.3 qui impose que l'établissement soit ceinturé sur la totalité de son périmètre par une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres,
- article 4.6.2 qui impose que l'entretien des obturateurs équipant les réseaux de collecte des eaux soient définis par consigne,
- article 4.6.2 qui impose que les opérations de contrôle desdits obturateurs soient consignées dans un registre,
- article 4.8.2 qui impose que les opérations de nettoyage des couloirs d'ensilage (effectuées avant de pouvoir diriger les eaux pluviales provenant des couloirs vides vers la noue plantée et le bassin d'infiltration) fassent l'objet d'une consigne et d'une traçabilité,
- article 4.8.3 qui impose que le bassin de décantation étanche soit couvert,
- article 4.8.7 qui impose la réalisation d'une rétention étanche d'une capacité minimale de 3 800 m³ placée autour des fosses de digestion, de post-digestion et d'entreposage des digestats,
- article 8.9 qui impose que les installations sur lesquelles une agression contre la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte à la sécurité des installations ou des personnes soient protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011,
- article 8.14.5 qui impose que l'établissement dispose de deux réserves d'eau d'une capacité minimale unitaire de 120 m³ et que ces réserves disposent d'une aire d'aspiration de 32 m²,
- article 8.14.5 qui impose la transmission d'une attestation de conformité des réserves incendie au service d'incendie et de secours,
- article 12.4 qui impose que les lagunes déportées soient équipées de dispositifs de sécurité (échelle, bouée, etc) et d'une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

ARTICLE 2

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans les délais impartis, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

ARTICLE 3

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de la commune d'USSY-SUR-MARNE.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cet arrêté est soumis est affiché en la mairie susvisée pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès-verbal du maire.

Une copie de cet arrêté est affichée à l'entrée de l'installation et est mise à la disposition du public en mairie d'USSY-SUR-MARNE pendant un mois à compter de la publication de cet arrêté de mise en demeure.

ARTICLE 5

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction.

La Société O'TERRES ÉNERGIES peut la déférer auprès de Tribunal Administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle), dans un délai de 2 mois à partir la notification du présent arrêté, en application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative.

ARTICLE 6

le Secrétaire général de la Préfecture,
le Sous-Préfet de MEAUX,
le Maire d'USSY-SUR-MARNE,
le Directeur de la DRIEE Île-de-France à PARIS,
le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la DRIEE à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 10 mai 2019

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité
départementale de Seine-et Marne,

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne



Guillaume BAILLY

Destinataires :

- Société O'TERRES ÉNERGIES,
- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le Maire d'USSY-SUR-MARNE,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne (DDT – SEPR – Pôle police de l'eau),
- M. le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne (DDT – SEPR – Pôle risques et nuisances),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS),
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC),
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,
- Chrono.

